



NATIONS UNIES

CONSEIL

UN LIBRARY

DE TUTELLE

JUN 7 1961



UN/SA COLLECTION

Distr.
LIMITEE

T/COM.3/L.50
1er juin 1961

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DES ETUDIANTS BARUNDI DE LEOPOLDVILLE
CONCERNANT LE RUANDA-URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Léopoldville, le 9 novembre 1960

Appel pathétique au Gouvernement belge
et à tous les belges de bonne volonté

N'est-il pas de notre devoir, nous Barundi, en ces temps troublés de l'histoire de notre pays, de soumettre à l'opinion belge et à l'opinion internationale, des informations claires et précises sur l'origine du mal qui ravage notre cher pays, et de proposer des remèdes concrets pour pallier le DESASTRE, la CATASTROPHE qui s'annonce pour demain ?

Nous en appelons d'abord au Gouvernement belge, sûrs que nous sommes que quelques-uns de ses représentants au Ruanda-Urundi, et pas des moindres, ont manqué à leur tâche, trahi leur mission et ne peuvent être approuvés par la Métropole, à moins que cette dernière soit mal informée. En effet, nous nous refusons à croire que le vaillant Peuple Belge, peuple pacifique, peuple chrétien, puisse souscrire à l'ignoble politique du Résident Général, Monsieur Jean-Paul Harroy. La confiance que le peuple Murundi place dans le Gouvernement belge devrait durer et augmenter, durerait et augmenterait si ce Gouvernement désapprouvait solennellement l'oeuvre inique de Monsieur Harroy et de son entourage.

Voici les principaux griefs contre l'administration tutélaire:

1° Monsieur Harroy a commis la grave erreur de croire que le seul moyen de persuader le nègre, c'est de lui opposer la force brutale.

Il ignore totalement la valeur du dialogue, juge inutile de consulter ses administrés, à qui il impose purement et simplement ses décisions, parfois déroutantes, sans prendre la peine d'adapter ses méthodes aux intérêts réels des autochtones.

2° Un exemple typique est l'installation des Administrateurs de Province. Cette institution, par son caractère apolitique, si du moins l'on s'en réfère à Déclaration du 10 novembre 1959, répond à un réel besoin administratif, et en ce sens, l'on ne peut que s'en féliciter. Mais dans la pratique, cette institution perd tout d'un coup son caractère apolitique. Les nouveaux Administrateurs sont des instruments POLITIQUES de Monsieur Harroy. Il suffit, pour s'en persuader, d'examiner attentivement la liste des Administrateurs de Province. Le mode de recrutement a toutes les apparences de l'équité, mais rien que les apparences. C'est un examen qui devrait sélectionner les candidats. Mais on constate avec étonnement que sur dix-sept Upronistes réussis (membres du parti de l'UNION et du PROGRES NATIONAL, UPRONA), trois seulement sont nommés Administrateurs, et sont intentionnellement refoulés vers Usumbura, où leur influence sera réduite, l'intérieur étant la chasse gardée du P.D.C. (Parti Démocratique Chrétien), complice de Monsieur Harroy. Grâce à ces nouveaux Administrateurs, Monsieur Harroy espère toucher plus facilement les électeurs de demain, disons plutôt mater les récalcitrants suivant sa fameuse politique de fermeté. Mais cette fermeté ne trompe plus personne, on peut déjà en tracer la ligne, en percevoir la direction. Les récalcitrants, les fauteurs de troubles, les COMUNITES, ceux qui mettent en danger la tranquillité publique, se trouvent être toujours, comme par hasard, ceux qui défendent le plus énergiquement les intérêts de la Nation, ceux qui dévoilent aux yeux du public, les injustices, hélas trop nombreuses, de l'Administration tutélaire.

3° Que penser de l'arrestation arbitraire du Prince Louis RUKA-SOKE, actuellement en résidence surveillée ? Monsieur Harroy, par cette mesure extravagante et vexatoire, comptait, à la veille des élections communales, freiner brusquement le progrès de l'UPRONA, si possible l'anéantir, toujours en faveur de ses amis P.D.C. Le prestige et la popularité du Prince sont tels que la manoeuvre de Monsieur Harroy devait normalement provoquer un soulèvement massif de la population, surtout à Usumbura. Monsieur Harroy avait tout prévu et était prêt à profiter de la NOUVELLE SITUATION. Les

/...

Barundi opposèrent à cette satanique politique de force, la traditionnelle sagesse murundi: "MANYAMU ARSARE NTASABA, GARDONS LE CALME". Incroyable.

Tout ceci montre suffisamment combien l'Administration tutélaire, plutôt certains individus de cette administration, dont à la tête Monsieur le Résident Général, Jean-Paul Harroy, ont si peu le souci du bien-être de la population dont ils gèrent les intérêts. En conséquence, nous proposons, comme remèdes à cette funeste situation:

1° Le REPATRIEMENT immédiat du Résident Général du Ruanda-Urundi de sa milice et de ses conseillers coupables, ce qui n'exclut pas un remplacement plus heureux. Dans ce remplacement, il serait souhaitable que le Gouvernement Belge tienne compte, en plus des intérêts des Belges du Ruanda-Urundi, et peut-être même avant ceux-ci, des intérêts de la population autochtone. Ceci constituerait la seule garantie solide de la collaboration entre Belges et Barundi.

2° La CONSULTATION régulière de la population barundaise, chaque fois qu'il sera question de l'avenir du Pays. Cela signifie que l'administration devrait s'interdire à tout jamais d'imposer des présomptions ou des spéculations touchant la future CONSTITUTION du Pays, celle-ci étant de la seule compétence des assemblées légalement établies. Seule la CONSTITUTION, expression populaire, est compétente pour se prononcer sur des questions telles que l'élimination des Princes Royaux de la vie politique. En attendant, les éliminer constitue une IGNOBLE FRAUDE dans le jeu démocratique.

3° L'INSTALLATION, par le Gouvernement Belge, dans le même esprit, d'une COMMISSION INTEGRE, composée d'un certain nombre de Barundi et de représentants de la Belgique, Commission qui aurait pour mission de suivre de près l'évolution politique du Burundi, dans le but d'acheminer ce pays vers l'indépendance, avec le minimum de heurts et le maximum d'harmonie. C'est ici surtout que nous faisons appel aux Belges de bonne volonté. Dans cette Commission, nous aurions besoin de gens dont la compétence est établie et l'intégrité reconnue. Pour employer un terme qui a acquis de la célébrité, nous aurions recours à des TECHNICIENS.

Pour conclure, nous nous adressons aux dirigeants belges pour leur faire remarquer que le meilleur antidote contre le COMMUNISME tant redouté et tant décrié, ce n'est pas la HAINE, ce n'est pas la DIVISION, mais bien le PROGRES dans l'ORDRE, l'HARMONIE et la PAIX.

sé: Les étudiants Barundi de Léopoldville
